HAL
open science

Spécial Chine. L'enseignement supérieur va-t-il réussir le pari de la modernisation ?

Alessia Lefébure

To cite this version:

Alessia Lefébure. Spécial Chine. L'enseignement supérieur va-t-il réussir le pari de la modernisation ?. La Recherche, 2020, 557, pp.42-45. hal-02505059

HAL Id: hal-02505059

https://ehesp.hal.science/hal-02505059

Submitted on 17 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

4

L'enseignement supérieur va-t-il réussir le pari de la modernisation ?

Alessia Lefébure, École des hautes études en santé publique (EHESP)

Depuis quarante ans, et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la Chine déploie une stratégie de développement par l'innovation et l'éducation. L'ambition : faire du pays une superpuissance scientifique. Les réformes ont conduit à la mise en place d'un système universitaire à deux vitesses, dont la qualité et l'attractivité posent encore question.

En octobre 2017, lors du XIXe Congrès national du Parti communiste chinois, le président Xi Jinping annonce au monde que le socialisme à la chinoise entre dans une nouvelle ère. Les ambitions sont claires : *« Le socialisme scientifique (…) a offert des choix totalement nouveaux aux nations et pays désireux d'accélérer leur développement en toute indépendance, et apporté à l'humanité la sagesse et la solution chinoises pour résoudre ses problèmes »* (1). La Chine du XXIe siècle se présente sur la scène internationale comme une *« nation puissante »*, mais aussi comme un modèle de savoir ouvrant un chemin de modernisation *« qui lui est propre »*, alternatif aux propositions du monde occidental. C'est à travers le prisme de cette ambition qu'il faut comprendre les évolutions de l'enseignement supérieur et de la recherche chinois ces quarante dernières années, ainsi que la stratégie de développement par l'innovation et par l'éducation explicitement revendiquée par Xi Jinping.

Historiquement, le système d'enseignement supérieur chinois moderne s'est construit sur la base de savoirs et modèles importés de l'étranger. Première voie de cet échange de connaissances : le recours aux experts étrangers – missionnaires chrétiens à partir du XVIe siècle, experts japonais au début du XXe ou soviétiques dans les années 1950 –, ou à des personnalités chinoises qui jouent le rôle de passeurs. Il s'agit notamment d'intellectuels chinois formés dans les universités américaines, allemandes, japonaises ou françaises (dans la première moitié du XXe siècle) ou, depuis les années 1990, de Chinois expatriés aux États-Unis et rentrés au pays (les « returnees » ou « haigui ») (lire p. 64).

Autre chemin de la circulation des savoirs : les mutations structurelles, intervenues en particulier à la suite des défaites chinoises lors des guerres de l'opium (1839-1842 et 1856-1860). Vécue comme une humiliation militaire, qui permet aux puissances occidentales d'imposer sur le pays une mainmise économique, politique et militaire, cette crise génère, au sein des élites réformatrices chinoises, la

Contexte **Les Occidentaux ont longtemps été sceptiques quant à la capacité de l'université chinoise de rejoindre le cercle des universités de classe mondiale. Les ambitions affichées par Pékin semblent incompatibles avec les restrictions à la liberté académique, la surveillance généralisée et la censure. Qu'en est-il de la compétitivité de l'enseignement supérieur chinois dans ce contexte singulier ?**

SOCIOLOGUE
Directrice adjointe de l'EHESP, en charge des études, membre du laboratoire Arènes, elle enseigne les politiques publiques comparées à l'IEP de Rennes. Elle a été professeur associé à l'université de Columbia, à l'université Tsinghua (Pékin) et à Sciences Po (Paris). Elle publie en mai 2020 Les Mandarins 2.0 *aux éditions Presses de Sciences Po.*

DR

conviction qu'il est nécessaire d'étudier davantage l'Occident, non pour rejeter la tradition classique chinoise, mais pour la renforcer et la compléter. Cette vision a des répercussions sur les réformes de l'éducation : de nouvelles universités sur les modèles américain et allemand, implantées dans les grandes villes côtières, proposent une formation plus orientée vers la pratique, en opposition à l'enseignement confucéen. Les cours, souvent nourris d'ouvrages de référence traduits de l'étranger, sont dispensés par des universitaires formés outre-mer. C'est l'avènement de l'université « moderne ».

L'influence des États-Unis

Avec la fin de la guerre civile et la création, en 1949, de la République populaire de Chine, Mao Zedong réforme radicalement l'enseignement supérieur. Le mouvement atteint son paroxysme en 1966, avec la Révolution culturelle et le démantèlement du système éducatif. Il faut attendre 1978 pour que la folie totalitaire maoïste prenne fin. L'ouverture post-Mao marque le retour des migrations étudiantes et scientifiques, qui s'orientent à nouveau du côté des États-Unis, devenus la référence de la modernité.

La relation est cependant ambivalente. Face à l'impulsion missionnaire et philanthropique américaine de façonner les universités et les institutions de recherche chinoises, le gouvernement communiste résiste par l'affirmation d'un soi-disant modèle aux caractéristiques chinoises. Il construit un système éducatif moderne à partir d'emprunts délibérément choisis, dosés et maîtrisés, mais sans continuité et sans souci de cohérence, parfois en opposant radicalement des modèles contradictoires.

À la fin des années 1990, les réformes s'accélèrent et imposent de facto le modèle de l'université de recherche américaine. L'influence culturelle, symbolique et normative que les États-Unis exercent dans le monde par leur puissance géopolitique, linguistique et économique, est amplifiée en Chine par la surreprésentation des universitaires chinois formés aux États-Unis parmi les dirigeants des institutions d'enseignement supérieur et de recherche.

Manquant de candidats compétents aux postes de direction (économique, administratif et politique), le gouvernement concentre efforts et moyens financiers sur l'enseignement supérieur. La première étape est d'en assurer l'accès au plus grand nombre de bacheliers. Le taux d'accès va ainsi passer de 6 % en 1980 à 48 % en 2018. Après une période de fusions et de restructurations, le nombre d'établissements s'accroît (2 595 en 2016) pour faire face à la demande nationale. Le pays compte aujourd'hui plus de 37 millions d'étudiants.

Les capacités d'accueil augmentent et l'offre de formation universitaire s'élargit, sans que l'État en supporte le coût. Le nouveau système de financement engage davantage la gouvernance des établissements, à travers l'autonomie de gestion et la responsabilisation des collectivités territoriales, voire d'acteurs privés. Ainsi, les subventions d'État se concentrent sur un nombre restreint d'établissements et sur quelques champs de recherche et disciplines à haut potentiel. Selon une logique élitiste, des programmes nationaux de soutien aux établissements d'excellence – les plus déterminants sont les programmes d'excellence 211 et 985 – voient le jour pour faire émerger des universités et des centres de recherche mondialement compétitifs. Les 9 établissements identifiés grâce à ces deux programmes s'allient en 2009 sous le nom de Ligue C9, réponse chinoise à l'Ivy League américaine.

Le projet de constituer un vivier d'établissements et de disciplines d'excellence se prolonge en •••

▲ *La Chine mène une politique volontariste pour développer son enseignement supérieur. L'offre universitaire s'est considérablement élargie. Le pays compte aujourd'hui 37 millions d'étudiants.*

JU HUANZONG/XINHUA/REA

10 %

DES 4,6 MILLIONS D'ÉTUDIANTS en mobilité dans le monde sont accueillis dans l'enseignement supérieur chinois. La Chine est le 3e pays d'accueil d'étudiants étrangers (derrière les États-Unis et le Royaume-Uni).

« Avoir un pied en Chine est crucial »

FRANCIS MARTIN, microbiologiste, directeur du Labex Arbre (Inrae/université de Lorraine) à Nancy et d'un laboratoire à l'université forestière de Pékin

Depuis 2018, Francis Martin étudie les interactions entre les plantes et les micro-organismes avec son équipe chinoise.

« Il y a deux ans, j'ai reçu un courrier de l'université forestière de Pékin. Le directeur de l'Institut de microbiologie m'invitait à mettre en place une équipe de recherche sur le microbiome des arbres dans leur centre d'excellence. À l'époque, je connaissais mal le milieu académique chinois. Une première visite m'a permis d'évaluer la qualité des infrastructures et des équipes de l'une des universités les plus prestigieuses de Chine.

Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'un programme d'initiative d'excellence développé dans tous les domaines scientifiques. Depuis cinq ans, la Chine investit fortement dans la formation de ses jeunes chercheurs : elle envoie de nombreux étudiants, en thèse ou en post-doctorat, aux États-Unis et en Europe – près d'un million de bourses sont ainsi financées chaque année par le China Scholarship Council. Elle rapatrie des scientifiques chinois installés en Occident en leur faisant des ponts d'or. Le gouvernement a également lancé un programme, « les grands talents internationaux », qui vise à faire venir des scientifiques étrangers dans les grandes universités chinoises. La municipalité de Pékin a ainsi créé 10 centres d'innovation, chacun doté d'environ 15 millions d'euros annuels sur cinq ans. Ces centres d'excellence recrutent de nombreux experts internationaux chargés de monter des équipes de recherche afin de former les jeunes scientifiques chinois et de stimuler la collaboration internationale.

C'est dans ce contexte que j'ai été invité à installer mon équipe à l'université forestière avec des moyens humains et financiers importants, équivalents à une bourse du Conseil européen de la recherche (ERC). Cette collaboration scientifique avec la Chine est supervisée par la Direction des relations internationales de l'Inrae et l'Ambassade de France en Chine, afin de veiller aux respects des droits de propriété intellectuelle. Pour l'université de Pékin, l'objectif principal est de faire bénéficier les étudiants d'une formation de haut niveau et de développer leur esprit critique. Pour moi, l'intérêt majeur de cette collaboration est de pouvoir accéder à des sites uniques, tel que les forêts d'altitude des montagnes du Yunnan et du Sichuan. Avoir un pied en Chine est crucial. En effet, ces régions limitrophes du plateau du Tibet seront fortement impactées par le changement climatique. Cependant, pour y mettre en place des programmes de recherche, l'appui logistique et l'expertise des collègues chinois sont indispensables afin de monter des expéditions et d'accéder aux réserves naturelles et parcs nationaux. Nous avons l'été dernier prélevé plus de 5000 échantillons sur une dizaine de sites afin d'étudier la diversité microbienne et le métatranscriptome des champignons du sol de ces forêts situées à plus de 3000 m d'altitude.

J'ai été très impressionné par l'efficacité de mes étudiants et collègues chinois. Moins de six mois après l'échantillonnage, l'ADN du sol est extrait, les marqueurs génétiques séquencés et l'identification moléculaire des micro-organismes présents réalisée. Il nous reste à rédiger l'article concrétisant cette collaboration sino-française efficace. »

Propos recueillis par Mathias Germain

••• 2015 avec le programme Shuangyiliu (développement d'universités et de disciplines d'excellence). Celui-ci achève la mise en place d'un système universitaire différencié et à deux vitesses. D'un côté, on trouve des établissements capables de concurrencer les meilleures universités de recherche du monde et d'innover sur le plan scientifique – deux des membres de la ligue C9, l'université de Pékin et celle de Tsinghua, figurent d'ailleurs dans le top 30 mondial des universités, selon le classement 2020 du Times Higher Education (lire p. 45) (2). De l'autre côté, il existe des établissements servant essentiellement les besoins locaux.

Par ailleurs, La Chine a franchi une étape en imposant au reste du monde de nouveaux indicateurs de qualité. Le classement annuel des universités mondiales, élaboré depuis 2003 par l'université Jiaotong à Shanghai, est un des outils d'évaluation des établissements universitaires les plus utilisés.

Des faiblesses persistantes

Cependant, ces dynamiques restent limitées par une relative pénurie de ressources qualifiées. Quelques professeurs formés outre-mer reviennent en Chine pour s'y établir, mais ils sont en nombre insuffisant par rapport aux besoins et gardent souvent une affiliation à l'étranger. Certaines universités réussissent à recruter des chercheurs de renommée mondiale, mais il s'agit généralement de séjours courts ou d'affiliations secondaires, de façade. Même s'ils existent (lire ci-contre), rares sont, encore aujourd'hui, les professeurs bénéficiant d'une reconnaissance académique mondiale qui choisissent d'intégrer durablement une université chinoise.

Le pays offre certes des opportunités de carrière plus rapides et des financements de recherche plus importants mais l'environnement

SHI-BIN JIAO

général et la qualité de vie y sont perçus comme inférieurs à ceux des États-Unis. L'excessive sélectivité et rigidité du système éducatif primaire et secondaire, la pollution, l'insécurité croissante dans les grandes villes, les insuffisances du système de santé, les limites à la liberté d'expression et le renforcement du contrôle idéologique depuis 2012 influencent le choix.

La ligue C9 en progression

Selon le classement du Times Higher Education (THE, créé en 2011) et celui de l'université de Shanghai (créé en 2003), qui hiérarchisent les établissements universitaires en fonction de différents indicateurs de performance (qualité de l'enseignement et de la recherche, nombre de prix Nobel, attractivité…), la plupart des membres de la ligue C9 connaissent une progression constante. L'université Tsinghua et celle de Pékin figurent désormais dans le top 30 du classement du THE (elles étaient 58e et 37e en 2011), et aux 43e et 53e rangs de l'édition 2019 de celui de Shanghai (elles se situaient entre la 201e et la 300e place en 2003) ; l'université Jiaotong de Shanghai a gagné environ 150 places au classement du THE (157e en 2020) et plus de 300 à celui de Shanghai (82e en 2019) ; Fudan a bondi de 120 places (THE) et 250 places (Shanghai) ; l'université du Zhejiang, de 90 places (THE) et 300 places (Shanghai). V. G.

Une attractivité accrue

L'attractivité des universités chinoises s'exerce surtout auprès de ceux qui ont fait de la Chine leur objet d'étude. De la même façon, les étudiants qui choisissent la Chine sont majoritairement motivés par l'apprentissage de la langue et par la perspective de travailler dans le pays. Depuis le début des années 2000, grâce aux doubles diplômes internationaux et aux programmes en anglais, des universités comme Tsinghua, Fudan ou Jiaotong recrutent des étudiants internationaux en dehors de la filière linguistique. Les premières générations de « double diplômés » valorisent leur parcours sur le marché de l'emploi mais sont souvent déçues par la pédagogie et la qualité inégale des enseignements et des services. Malgré ces faiblesses, la Chine est devenue le 3e pays d'accueil d'étudiants étrangers (derrière les États-Unis et le Royaume-Uni), soit 10 % des 4,6 millions d'étudiants en mobilité dans le monde.

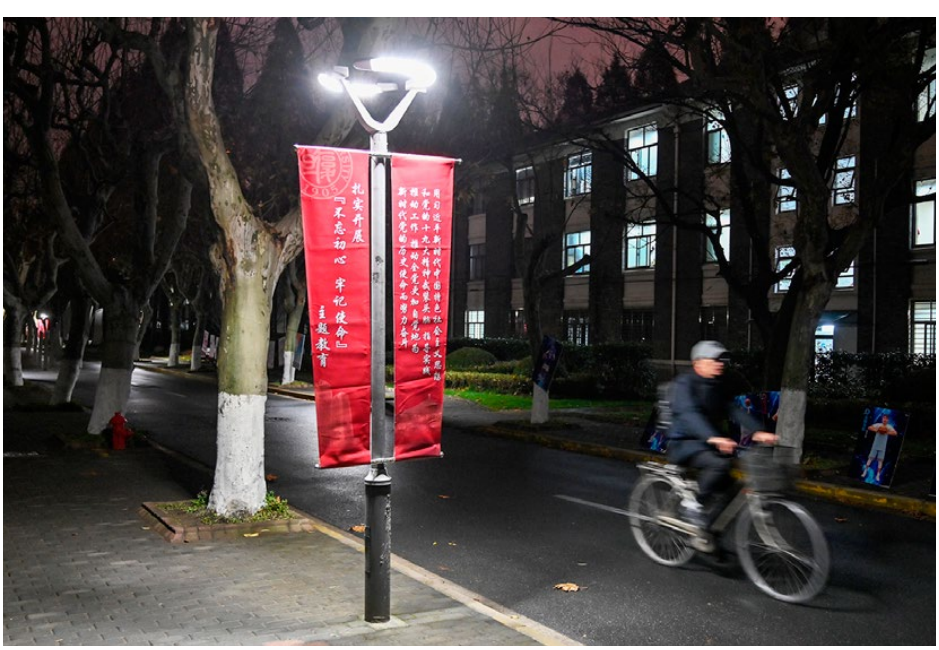
De leur côté, les étudiants chinois qui partent à l'étranger continuent de s'inscrire majoritairement dans les universités des pays anglophones. Ils étaient ainsi 523 700 à intégrer une université hors de Chine en 2015 et, parmi eux, plus de 300 000 aux États-Unis (33 % de la mobilité entrante internationale du pays) (3). Pour satisfaire les aspirations d'une partie des jeunes Chinois, mais surtout pour bénéficier d'un transfert de savoir-faire, les universités étrangères ont été encouragées à s'implanter en Chine. Après l'université de Nottingham, qui a ouvert une branche à Ningbo en 2004, l'université de New York a inauguré un campus à Shanghai en 2012. De même, l'université américaine Duke s'est liée à celle de Wuhan pour ouvrir, en 2018, Duke Kunshan University, à une heure de Shanghai, qui accueille aujourd'hui plus de 600 étudiants. D'autres universités, comme Berkeley, installent des centres de recherche ne délivrant pas de diplômes mais servant de plateformes pour former de jeunes ingénieurs en partenariat avec l'université et l'industrie chinoises.

Entre décentralisation financière et un certain degré de privatisations et d'ouverture, les établissements d'enseignement supérieur chinois jouissent désormais d'une plus grande autonomie de gestion, tout en se retrouvant placés sur des marchés concurrentiels. S'ils ont perdu en liberté académique et en indépendance idéologique, ils se sont néanmoins profondément internationalisés en trente ans. La Chine s'insère à ce titre dans la mutation plus générale de la gouvernance en matière d'enseignement supérieur, caractérisée par l'intervention conjointe d'acteurs publics et privés, l'utilisation de modèles entrepreneuriaux et de méthodes managériales, l'introduction de logiques compétitives et d'indicateurs de performance. Sa spécificité réside dans sa capacité à combiner des ressources publiques et privées et à les concentrer de façon sélective pour réaliser ses ambitions en matière de recherche scientifique. ■

(1) tinyurl.com/rapport-xi jinping-2017
(2) tinyurl.com/the-world ranking-2020
(3) tinyurl.com/project-atlas-2017

English version

Cet article est disponible en anglais sur researchinfrance.com



En 2019, sur le campus de l'université Fudan à Shanghai, une bannière appelle à soutenir la philosophie politique du président Xi Jinping.

HECTOR RETAMAL / AFP